

## **Pour défendre le pouvoir d'achat, organisons à la base la grève générale !**

Déclaration de la Ligue Communiste des Travailleurs, octobre 2008.  
[www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)

Les luttes ouvrières de cette année ont été particulièrement marquées par le problème du pouvoir d'achat. De nombreuses grèves et mobilisations dans tous les secteurs ont convergées sur cet axe ; et cela reflète, selon nous, une préoccupation encore plus ample parmi la population. Nous pensons que ce problème essentiel est une très bonne occasion pour lancer une unité d'action entre les organisations et indépendants de gauche, à laquelle nous sommes toujours ouverts. C'est pourquoi, nous saluons cette initiative et nous voulons y participer de manière constructive.

Le terme « pouvoir d'achat » est suffisamment vague pour être mis à toutes les sauces, et tous les partis au gouvernement en parlent à leur manière. Ils y sont bien obligés et doivent bien reconnaître que le problème est palpable pour la majorité de la population. Les salaires et les allocations ne suivent plus l'inflation qui monte en flèche et il devient de plus en plus difficile pour de plus en plus de monde de payer son loyer, sa voiture, faire ses courses, payer les factures d'électricité et de gaz, etc. Il s'agit du coût de la vie pour les travailleurs, c'est du concret.

### **Défendre une indexation correcte**

Pour nous, le problème du « pouvoir d'achat » peut être résolu avec un index qui reflète le coût réel de la vie, autrement dit avec une indexation qui corresponde aux dépenses réelles. S'il est vrai qu'en Belgique l'indexation est « automatique », le fait est qu'elle a été et est toujours tronquée par une série de manipulations pour en limiter l'effet. Dans les années 80, le gouvernement a introduit des sauts d'index ; en 1983 l'indice lissé a été introduit visant à freiner l'inflation. En 1994, lors du Plan global, le gouvernement De Haene introduit l'index santé ; qui fait sortir les tabacs, boissons alcoolisées mais surtout les essences et diesels.

Plus récemment, nous pouvons citer les accords all-in qui permettent de limiter de fait l'indexation (500.000 travailleurs concernés) ; et quant au calcul « savant » de la pondération de l'index, on voit par exemple que seuls 6,3% sont comptés pour le logement !

L'indexation des salaires a été acquise au lendemain de la Première guerre mondiale par les luttes du mouvement ouvrier. L'indexation est une véritable barricade pour préserver nos conditions de vie, mais elle se fait attaquer, il est donc essentiel de la défendre !

En 2000, un mouvement s'était déjà produit contre la hausse du prix du pétrole, du mazout de chauffage et pour réévaluer l'index. A côté du mouvement des camionneurs, des travailleurs avec et sans emploi bloquent le port pétrolier de Wandre, des militants FGTB bloquent le site pétrochimique de Feluy, des métallos bloquent le ring de Charleroi, le 19 septembre une grève et une manifestation des métallos de Liège rassemble 5.000 personnes, et une manifestation a lieu à Bruxelles le 3 octobre. La base y avançait le mot d'ordre du « pétrole dans l'index ! » tandis que les sommets syndicaux ont préféré éviter de mettre l'index sur la table « au risque de le démanteler ».

Sur la base de cet antécédent qui reste dans la mémoire d'un secteur combatif, et parce que le prix du pétrole reste très élevé, nous voulons centrer la campagne pour le pouvoir d'achat sur cette mesure structurelle qui est la réintroduction des carburants dans l'index, et nous proposons de remettre sur la table le mot d'ordre : « **le pétrole dans l'index !** ». D'une manière plus générale, nous défendons toutes les luttes qui vont dans le sens d' : « **un index représentatif des dépenses réelles !** »

### Taxes et impôts

La TVA, et en général les taxes, sont identiques pour tout le monde, identiques pour Bellens ou un SDF. Nous privilégions une **forte taxation sur les produits de luxe**, un **impôt progressif sur les salaires** et une **forte imposition sur les très hauts revenus des patrons !**

Pour nous, diminuer la TVA ne peut avoir un sens que sous une autre condition : le blocage des prix. En effet, le résultat d'une simple réduction de la TVA est que la part de bénéfice versée aux patrons augmente au détriment des revenus pour l'Etat, autrement dit au détriment des salaires indirects pour les travailleurs ! A long terme, nous y perdons donc du pouvoir d'achat. En une seule année l'électricité a augmenté de 20% et le gaz de 48%. Si nous diminuons la TVA sur ces produits de 21 à 6%, c'est à dire une diminution de 15%, il ne faut même pas une année pour que l'avantage immédiat soit perdu. **Pas de diminution de TVA sans blocage des prix !**

### Le mouvement ouvrier

Toutes ces revendications ne pourront aboutir que sous un rapport de force suffisant entre les travailleurs et le gouvernement, par les mobilisations, les grèves, etc. Les syndicats jouent bien entendu un rôle essentiel pour la défense des conditions de vie des travailleurs, avec et sans emploi.

Pour cela les directions syndicales doivent refuser de participer au modèle de conciliation sociale et au contraire, organiser la lutte à la base et coordonner les luttes qui naissent dans les différentes entreprises pour l'augmentation du pouvoir d'achat et l'amélioration des conditions de travail. Un premier pas nécessaire dans la construction de ce rapport de force est l'organisation à la base d'une grève générale en front commun.

Nous proposons d'intervenir de manière coordonnée dans les luttes du mouvement ouvrier, dans les entreprises, sur les piquets, les manifs, et d'inviter les travailleurs à faire pression sur leurs directions syndicales pour qu'elles soient conséquentes dans l'organisation de la lutte et qu'elles reprennent la revendication : le pétrole dans l'index ! Pour un index représentatif des dépenses réelles !

Enfin, la crise financière n'est qu'une manifestation de la crise profonde que connaît l'économie capitaliste, et qui va aller en s'aggravant. Dans cette lutte contre la bourgeoisie qui tient à tout prix à amortir sa crise chronique de surproduction sur le dos des travailleurs, nous devons nous organiser pour nous défendre et imposer nos revendications. Et dans cette lutte, la direction dont le prolétariat a besoin pour remporter des victoires et avancer vers la prise de pouvoir pour renverser ce système ne tombera pas du ciel, mais naîtra de ses combats contre la bourgeoisie et son état. C'est pour cela qu'il est primordial de développer la mobilisation et lutter fermement contre l'obstacle principal au sein de notre classe : la bureaucratie syndicale qui dévie les luttes et préfère discuter de manière « responsable » avec le patronat plutôt que d'organiser un puissant rapport de force. **Pour une réelle démocratie dans les syndicats ! Convocation d'assemblées de base pour organiser la grève générale !**